

Madame la DASEN,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et messieurs les membres du CSA D

A la lecture des documents préparatoires, nous pouvons tous et toutes constater la disparition de 6 postes dans la Nièvre contrebalancés par 4 créations seulement. A nouveau, c'est un solde négatif pour notre département ! Vous nous répondez sans doute, Madame la directrice Académique que les effectifs sont en baisse. Certes, mais ce serait oublier un peu vite que la dotation départementale est en hausse pour la rentrée 2023.

Si la dotation est en hausse, alors pourquoi a-t-on ce solde négatif ?

Parce que la part d'HSA est en hausse dans la dotation départementale : il passe de 9.29 à 9.64.

Dans les faits, ce choix a des conséquences : pour absorber ces heures supplémentaires, on supprime des postes. Autre conséquence : le nombre de collègues enseignant en collège qui devront encore se partager sur 2, et même jusqu'à 3 établissements va encore augmenter.

Ces choix dégraderont encore les conditions de travail des enseignants et enseignantes et par conséquent les conditions d'apprentissage des élèves. C'est là la conséquence d'une gouvernance qui impose 2 HSA aux collègues. Comme la FSU l'a déjà dénoncé ces dernières années, ce nombre d'heures supplémentaires imposées est d'autant plus incompréhensible et insupportable que des collègues doivent compléter leur service ailleurs alors qu'il y a des heures dans leur discipline dans leur établissement mais qu'elles sont assurées par d'autres en HSA. Quid alors des projets et de l'investissement de ces personnels, quid de leurs conditions de travail et des conséquences pour les élèves ?

Encore une fois, la politique menée n'a pas pour objectif de favoriser l'investissement des collègues, ni de reconnaître leur investissement. Non, ce qui est recherché, ce sont de maigres économies au détriment des conditions de travail du plus grand nombre, et de la dégradation du service public d'éducation pour tous et toutes.

Mais, Madame la dasen, nous ne nous attendions de toute façon pas à une reconnaissance. Notre ministre avait déjà donné le ton il y a plusieurs semaines : loin d'une revalorisation historique, loin de la promesse de notre président d'une augmentation de 10 % des salaires de tous et toutes, il nous faudra à nouveau nous contenter de quelques aumônes.

En conséquence, l'éducation nationale devient un désert :

Un désert d'abord parce que cela fait des années que nous dénonçons les suppressions de postes, les compléments de service trop nombreux, des BMP de quelques heures qui ne peuvent être assurés par personne, et qui conduisent des élèves à ne pas avoir d'enseignant dans certaines disciplines. Mais face à nos alertes, nous n'avons que le désert...

Un désert éducatif ensuite parce que les suppressions de postes succèdent aux suppressions de postes, au détriment d'un service d'éducation de qualité au service de tous et toutes.

Un désert enfin parce que les conditions salariales, les conditions de travail deviennent repoussantes et de moins en moins de personnes ne s'engagent dans le métier d'enseignant et d'enseignante.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a décidé de massacrer une discipline d'enseignement : l'annonce unilatérale de notre ministre, faisant fi de tout dialogue social, de supprimer la technologie en 6e, a jeté l'effroi chez les personnels.

En une déclaration, voilà rayé pour les collègues de technologie un investissement de plusieurs années sur le niveau 6e. En quelques phrases, voilà que seront licenciés des centaines de non-titulaires de technologie dans toute la France, dont quelques-uns le seront dans la Nièvre. En quelques mots, la profession a découvert que leur métier pouvait être bouleversé par la décision d'un seul, au détriment du plus grand nombre.

Voilà à quoi tiennent nos conditions de travail : à quelques mots. Est-ce cela le dialogue social ?

D'ailleurs, le dialogue social, qu'en est-il vraiment ?

Récemment, le nouveau pacte enseignant porté par le président Macron afin de soumettre la revalorisation salariale à de nouvelles missions a été proposée aux organisations syndicales. Ce nouveau projet est une provocation insupportable. La FSU avec les autres organisations syndicales a ainsi quitté les réunions sur ce sujet avec le ministre de l'éducation nationale. Aucune contrepartie ne peut être acceptée pour la revalorisation nécessaire et juste que doivent connaître nos métiers.

Aujourd'hui, notre gouvernement ignore donc délibérément les partenaires sociaux.

Aujourd'hui, notre démocratie connaît une profonde crise.

Elle est en crise quand un décret engage depuis janvier l'état à verser la prime REP/REP+ aux personnels AEDs et AESHs, et que ce décret n'est toujours pas respecté.

Elle est en crise quand notre ministre décide sans concertation de bouleverser profondément les enseignements dispensés en collège.

Elle est en crise quand notre président nous impose un pacte qui ne nous propose de gagner plus qu'à condition de travailler encore plus, alors que toutes les organisations syndicales le refusent.

Elle est en crise quand notre président de la république décide seul de bouleverser notre système de retraite.

Certes, les procédés utilisés sont constitutionnels, mais sont-ils légitimes ?

Imposer, contre toute raison, contre l'immense majorité des opinions, d'augmenter le temps de travail et d'imposer un départ à la retraite à 64 ans au lieu de 62, est-ce légitime ?

Non !

Madame la dasen, la colère gronde.

Les tensions qui traversent notre société deviennent peu à peu violences. Jusqu'à quand les populations accepteront le diktat de quelques-uns, contre les besoins et la volonté du plus grand nombre ?

Madame la dasen, les jours qui viennent s'assombrissent, et les choix opérés dans le service public d'éducation contribuent à cet obscurcissement.

Madame la dasen, soyons honnêtes : nous ne pensons pas que ce sera aujourd'hui que vous pourrez nous apporter la lumière qui dissipera ces sombres augures. Bien au contraire, et nous le regrettons.